



ARRÊTE PREFECTORAL
portant règlement particulier de police de la navigation
et des sports nautiques sur le plan d'eau de Saint Nicolas de la Grave
situé sur les cours d'eau domaniaux la Garonne et le Tarn dans le
département de Tarn et Garonne

===

LA PREFETE DE TARN-ET-GARONNE

A.P. n° 04-1911

VU le Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure,
VU le Code du Domaine de l'Etat,
VU le Code de l'Environnement,
VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, notamment son article 25,
VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,
VU le décret du 27 juillet 1957 portant radiation de la Garonne de la nomenclature des Voies Navigables et flottables dans le département de Tarn-et-Garonne,
VU le décret du 28 décembre 1926 portant radiation du Tarn de la nomenclature des Voies Navigables et flottables dans le département de Tarn-et-Garonne,
VU le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la police des eaux,
VU le décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 modifié par le décret n° 77-330 du 28 mars 1977 portant règlement général de police de la navigation intérieure,
VU le décret du 20 février 1970 déclarant d'utilité publique et concédant à Electricité de France l'aménagement et l'exploitation de la chute de Golfech sur la Garonne et le Tarn,
VU l'arrêté interministériel de la jeunesse et des sports et de l'Equipement en date du 4 mai 1995 relatif à l'organisation de la pratique du canoës, du kayak, du raft et de la nage en eau vive,
VU l'arrêté du 1^{er} février 2000 relatif à l'équipement de sécurité des bateaux et des engins de plaisance ou de service circulant ou stationnant sur les voies de navigation intérieure,
VU la circulaire n° 75-123 du 18 août 1975, relative à l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives et touristiques sur les eaux intérieures,
VU le schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour-Garonne approuvé par arrêté n° 134/SGAR du 6 août 1996 du Préfet de la Région Midi-Pyrénées, coordonnateur du Bassin Adour-Garonne,
VU l'arrêté préfectoral n° 88- 442 du 1^{er} avril 1988 relatif à la protection des biotopes poissons modifié par l'arrêté préfectoral n° 88-434 du 9 juin 1988,
VU l'arrêté préfectoral n° 00-527 en date du 18 avril 2000 portant règlement particulier de police de navigation sur le plan d'eau de Saint Nicolas de la Grave sur les cours d'eau de la Garonne et du Tarn,
VU la demande d'EDF relative à la sécurité aux abords des ouvrages hydrauliques en date du 30 juillet 2002,
VU l'avis du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche Midi-Pyrénées,
VU l'avis du Directeur Régional de l'Environnement Midi-Pyrénées,
VU l'avis du Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
VU l'avis du Directeur d'Electricité De France,
VU l'avis du Conseil Général de Tarn et Garonne et des Maires des communes riveraines,

VU la proposition du Directeur Départemental de l'Equipement de Tarn-et-Garonne chargé de la police de la navigation,

CONSIDERANT que le développement des loisirs et activités nautiques sur le plan d'eau de Saint Nicolas de la Grave nécessite de réglementer la navigation pour assurer la sécurité des pratiquants,

CONSIDERANT que des mesures de sécurité doivent être prises sur et aux abords immédiats des équipements hydroélectriques de Malause / Golfech appartenant à EDF,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'assurer la protection des zones naturelles remarquables sur l'ensemble du plan d'eau,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture

A R R E T E

Article 1^{er} :

Sur le plan d'eau de Saint-Nicolas de la Grave constitué par la Garonne entre le pont de l'autoroute A 62 (PK 760,95) et le barrage de Malause (PK 773,08) et par le Tarn entre le barrage de Sainte Livrade (PK 987,66) et son confluent avec la Garonne d'une part, et sur le canal d'amenée et de fuite du barrage de Malause à l'usine de Golfech d'autre part, l'exercice de la navigation, la circulation des engins nautiques de loisirs non motorisés, la pratique des sports nautiques, la baignade et la circulation de piétons et d'engins à deux roues sont régis par le règlement général de police de la navigation et le présent arrêté.

Article 2 :

La circulation des engins nautiques de loisir non motorisés s'effectue librement dans le respect des droits des riverains et des tiers et des prescriptions définies aux articles ci-après.

Toutefois, l'exercice de la navigation et de toute activité sportive ou touristique est subordonnée à l'utilisation prioritaire du plan d'eau par EDF, concessionnaire de la chute hydroélectrique de Malause-Golfech.

Article 3 :

La Garonne et le Tarn étant rayés de la nomenclature des voies navigables et le plan d'eau objet du présent arrêté faisant partie de la retenue du barrage de Malause sujette à marnage, les usagers devront s'assurer, sous leur propre responsabilité, des tirants d'air et tirants d'eau disponibles en fonction de la hauteur des eaux, ainsi que de l'absence d'écueils ou d'obstacles immergés.

En particulier, les embarcations évoluant au voisinage du barrage de Moissac, immergé par la retenue, devront prêter une attention particulière aux accélérations et remous que celui-ci peut provoquer.

Toute location de canoës kayaks, et toute pratique de navigation sera interdite sur l'ensemble du plan d'eau défini à l'article 1^{er} susvisé :

- lorsque le niveau des eaux sera supérieur à la cote de 3,40 m à l'échelle de référence de Moissac (Pont Napoléon, rive gauche) ;
- lorsque le niveau des eaux sera supérieur à la cote de 3,40 m à l'échelle de référence de STE LIVRADE - pour la section comprise entre le confluent avec l'Aveyron et le barrage de Ste Livrade.
- pendant toute la durée des manœuvres d'abaissement du barrage de Malause réalisées dans le cadre de la consigne générale d'évacuation des crues en date du 22 décembre 2003 et approuvée le 1^{er} février 2000.

Les activités pratiquées dans le cadre de la Fédération de Canoës kayaks sont exemptées de ces dispositions.

Article 4 :

La pratique du jet-ski est interdite sur l'ensemble du plan d'eau.

Article 5 :

La circulation et le stationnement des bateaux ou engins flottants, des embarcations de toute nature ainsi que la baignade sont interdits sur le plan d'eau défini à l'article 1^{er} ci-dessus :

- a) à l'amont du barrage de Malause jusqu'au pont de Malause sur la RD 26,
- b) sur le canal d'amenée du barrage à l'usine de Golfech,
- c) sur le canal de fuite de l'usine de Golfech jusqu'au confluent avec la Garonne.

Est également interdit sur les berges du canal d'amenée et sur le canal de fuite (sur une distance de 100 mètres, à partir du penchant incliné bétonné à l'aval de l'usine hydroélectrique) toute circulation et stationnement des piétons et utilisateurs d'engins à deux roues.

Sur le canal d'amenée et de fuite de la centrale hydroélectrique de Golfech, EDF Groupement Hydro-électrique peut pour des travaux de visite ou d'entretien des ouvrages autoriser la navigation dans les zones ci dessus.

Article 6 :

La circulation des bateaux ou embarcations de toute nature est interdite sur l'ensemble des bras morts de la Garonne et sur certains secteurs présentant un intérêt pour l'avifaune (cités ci dessous) situés à l'intérieur du plan d'eau de Saint-Nicolas de la Grave, à l'exception des embarcations utilisées soit pour la pratique de la chasse de gibier d'eau, soit dans le cadre d'actions pédagogiques dans le domaine de l'environnement, effectuées par des groupes encadrés :

- îles et secteur de l'anse sud
- embouchure du ruisseau de la Mouline (Merdaillou) et îles aval
- bras mort de Terrides et îles aval

Article 7 :

Les bateaux à moteur de sécurité sont autorisés à naviguer à vitesse réduite pour accompagner les activités nautiques sur les zones autorisées à la navigation.

Article 8 :

L'accostage et le débarquement sont interdits dans les zones de repos et de nidification de l'avifaune, en particulier sur les îles et les îlots situés sur la Garonne en amont de son confluent avec le Tarn, et l'anse sud du plan d'eau en face de l'observatoire ornithologique, l'embouchure du Merdaillou ainsi que sur les berges comprises à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée immédiate des captages d'eau potable. Pourra toutefois être autorisé le débarquement sur ces îles dans le cadre d'études ou d'opérations de gestion du milieu ou des espèces après autorisation accordée par les services de la police de l'eau et de la navigation

Article 9 :

Les embarcations impliquées pour les besoins de la sécurité publique ou de l'entretien des cours d'eau et des ouvrages, et des services chargés de la police de l'eau et de la pêche sont autorisés à circuler sans restriction particulière.

Article 10 :

La vitesse maximale de marche des bateaux à propulsion mécanique ne devra pas dépasser 5 Km/h.

Une bande de rive de 30 m de largeur devra être respectée par rapport aux berges du fleuve, de la rivière et des îles. Dans cette bande de rive, la navigation à moteur est interdite en dehors des points d'accostage à vitesse réduite ou en cas d'absolue nécessité.

Les bateaux devront réduire leur vitesse au moment de l'accostage et lorsque les remous qu'ils provoquent risquent de nuire aux tiers ainsi qu'aux autres bateaux, notamment aux embarcations légères.

Dans tous les cas, la vitesse des bateaux doit être réglée pour ne pas nuire aux propriétés riveraines, aux autres bateaux, aux ouvrages et aux installations de pêche.

Compte tenu de la présence de lignes EDF franchissant le plan d'eau, sur le tronçon du Tarn compris entre le confluent avec la Garonne (PKH 1000) et la rampe du génie en amont (PKH 992,79), la circulation est interdite pour tous les bâtiments ayant un mât de plus de 7,00 m au-dessus de la ligne de flottaison.

Article 11 :

Avant de franchir le pertuis constitué par l'ancienne écluse du barrage de Moissac, le pilote de toute embarcation doit s'assurer que les vitesses d'écoulement en permettent le franchissement en toute sécurité et qu'aucune autre embarcation ne s'y présente : **"les montants devront laisser priorité aux avalants"**

Article 12 :

Les conditions d'utilisation du plan d'eau dans la section du Tarn comprise entre l'aval du barrage de Sainte Livrade et le barrage de Moissac sont définies sur le plan ci-annexé et réglées par les dispositions prévues par le schéma directeur suivant :

12-1 - Il est institué le long des rives une zone continue de 30 m de largeur dite bande de rive.

Dans cette bande de rive, toute navigation est interdite à l'exception des manœuvres d'appareillage, d'accostage et de mouillage provisoire des embarcations, qui devront être effectuées à une vitesse inférieure à 5 km/h.

12-2 - Le secteur n° 1, s'étendant de la chaussée du Moulin de Moissac à une ligne conventionnelle située à 85 m en aval de la base motonautique, est exclusivement réservé au transit avec le plan d'eau en aval du confluent, ainsi qu'à l'entraînement pour les activités d'aviron, sous réserve de respecter, par rapport au barrage de Moissac, une distance de sécurité adaptée aux remous que celui-ci peut provoquer. L'évolution de toute embarcation est interdite dans le canal de fuite du moulin de l'île de Bidounet.

Les embarcations ont la possibilité d'évoluer dans les secteurs 2 et 3 en longeant extérieurement la bande en rive gauche (30m).

Cette bande de rive sera matérialisée par des flotteurs espacés de 30 m environ.

12-3 - Le secteur n°2, s'étendant de la ligne conventionnelle située à 85 m en aval de la base motonautique au point de chemin de fer du Cacor, est affecté aux activités suivantes :

PERIODES	MOTONAUTISMES / SKI NAUTIQUES	AVIRON
<u>1^{er} -30 mai</u>		
Mercredi		après-midi
Samedi	à partir de 16 h 30	jusqu'à 16 h 30
Dimanche	le matin, à partir de 11 h tout l'après-midi	le matin, jusqu'à 11 h

PERIODES	MOTONAUTISMES / SKI NAUTIQUES	AVIRON
<u>1^{er} - 30 juin</u>		
Dimanche	le matin, à partir de 11 h tout l'après-midi	le matin, jusqu'à 11 h
Lundi	la journée, jusqu'à 19 h	de 19 h à 21 h
Mardi	toute la journée	
Mercredi	le matin	l'après-midi
Jeudi	la journée, jusqu'à 19 h	de 19 h à 21 h
Vendredi	toute la journée	
Samedi	le matin et l'après-midi à partir de 16 h 30	l'après-midi jusqu'à 16 h 30
<u>1^{er} - 31 juillet</u> <u>1^{er} - 31 août</u>		
Dimanche	le matin, à partir de 11 h tout l'après-midi	le matin, jusqu'à 11 h
Lundi	la journée, jusqu'à 19 h	l'après-midi, de 19 h à 21 h
Mardi	toute la journée	
Mercredi	toute la journée	
Jeudi	la journée, jusqu'à 19 h	l'après-midi, de 19 h à 21 h
Vendredi	toute la journée	
Samedi	toute la journée	

PERIODES	MOTONAUTISMES / SKI NAUTIQUES	AVIRON
<u>1^{er} - 30 septembre</u>		
Dimanche	le matin, à partir de 11 h tout l'après-midi	le matin, jusqu'à 11 h
Lundi	la journée, jusqu'à 19 h	l'après-midi, de 19 h à 21 h
Mardi	toute la journée	
Mercredi	le matin	l'après-midi
Jeudi	la journée, jusqu'à 19 h	de 19 h à 21 h
Vendredi	toute la journée	
Samedi	le matin et l'après-midi, à partir de 16 h 30	l'après-midi, jusqu'à 16 h 30
<u>1^{er} - 30 octobre</u>		
Dimanche	le matin, à partir de 11 h tout l'après-midi	le matin, jusqu'à 11 h
Mercredi		l'après-midi
Samedi		l'après-midi
<u>1^{er} novembre au 30 avril</u>		tous les jours

Pour ce secteur, la largeur de la bande de rive restera à 30 m.

12-4 - Le secteur n°3, s'étendant du pont de chemin de fer du Cacor aux rampes de la base du Génie, est affecté prioritairement aux activités nautiques suivantes :

- motonautisme et ski nautique, le dimanche après-midi, du 1^{er} mai au 31 octobre
- aviron, les mercredis après-midi, samedi après-midi et dimanche matin, du 1^{er} mai au 30 juin, et tous les jours, du 31 octobre au dernier jour du mois d'avril

12-5 - En tout état de cause, la vitesse des embarcations à moteur est limitée à 65 km/h sur les secteurs 2 et 3

12-6 - Le secteur n°4, s'étendant des rampes de la base du Génie au barrage de Sainte-Livrade; est interdit à la pratique du motonautisme et du ski nautique; la vitesse de toute embarcation est limitée à 5 km/h.

12-7 - Outre les limitations prévues aux alinéas précédents, les embarcations doivent à tout moment régler leur vitesse et leur distance à la rive, en fonction de leur déplacement d'eau, pour éviter :

- de créer des remous ou des effets de succion qui soient de nature à causer des dommages à des bâtiments, embarcations ou matériels flottants en stationnement ou faisant route ou à des ouvrages

- de provoquer des vagues déferlantes qui soient de nature à entraîner des dommages aux berges

12-8 - Les interdictions et restrictions ci-dessus ne s'appliquent pas aux bateaux chargés d'assurer les secours ou la sécurité, la police de la navigation, la police des eaux, la surveillance de la pêche, le contrôle des ouvrages (barrages, ponts, seuils).

L'accès à la cale amont du Cacor sera interdit à l'aide d'une chaîne avec cadenas afin d'éviter le débarquement d'embarcations non contrôlées n'ayant pas connaissance de la réglementation

Article 13 :

Dans le secteur 2 et le secteur 3, situés sur la commune de Moissac, les deux activités prioritaires ne devront en aucun cas être pratiquées simultanément et devront strictement respecter les affectations prévues par l'article 3 du présent arrêté

Le maire de Moissac pourra fixer, en application du code des communes, tout règlement éventuellement nécessaire à la coordination de ces activités

Tout acte réglementaire devra être porté à la connaissance du sous-préfet de Castelsarrasin et du directeur départemental de l'équipement chargé de la police de la navigation.

Article 14 :

Pour l'application de l'article 6-03 paragraphe 6 du R.G.P., la section objet du présent arrêté n'est pas considérée comme grand plan d'eau.

Les bâtiments motorisés tractant un skieur ont priorité sur les autres bâtiments motorisés

Article 15 :

Dans l'exercice du ski nautique, les précautions suivantes doivent être observées :

- a) La pratique du ski nautique n'est autorisée que par temps clair entre le lever et le coucher du soleil
- b) Le conducteur du bateau remorqueur doit être accompagné d'une personne âgée de 15 ans au moins, chargée du service de la remorque et de la surveillance du skieur. Les personnes titulaires du brevet d'Etat de moniteur de ski nautique ne sont pas soumises à cette disposition. En dehors de la prise de remorque par le skieur, la remorque ne doit pas être traînée à vide.
- c) Un bateau tirant un skieur a priorité absolue sur tous les autres bateaux à moteur de sport ou de plaisance. La distance à observer entre un bateau tirant un skieur et n'importe quel autre bateau à moteur est obligatoirement de 150 mètres au minimum dans le sens de la longueur du cours d'eau.
- d) Deux bateaux ne doivent jamais suivre le même sillage et lorsqu'un bateau en suit un autre tirant un skieur, il doit s'éloigner à la fois du sillage du bateau et de celui constitué par les limites possibles des évolutions du skieur
- e) Sauf autorisation spéciale, il ne pourra être mis en place dans l'ensemble de la section qu'un seul tremplin, et ce dans le secteur n° 2 ; la position et l'orientation du tremplin devront permettre son utilisation sans déroger aux règles de sécurité fixées dans le présent arrêté ; il devra être mis au sec en dehors de ses périodes d'utilisation, dans des conditions excluant son entraînement par les crues

Article 16 :

Les bateaux remorquant les skieurs appliqueront les consignes définies ci-après :

- 1) Un bateau remorquant un skieur ne doit, sous aucun prétexte, tirer ce dernier dans l'axe de navigation d'un autre bateau, quel que soit le sens de marche de celui-ci et doit naviguer à une distance au moins égale à 40 mètres de cet axe, de la berge et du ponton d'arrivée. Il éloignera son bateau de 40 mètres de tout obstacle fortuit
- 2) Dans le cas de la pluralité des bateaux sur le bassin, chacun d'eux devra s'assurer avant de tourner qu'il n'est suivi par aucun autre bateau
 - 3) Il est formellement interdit d'effectuer la traction d'un skieur avec un bateau dont le moteur ne comporte pas de débrayage
 - 4)

Article 17 :

Les fêtes nautiques, les compétitions sportives et autres manifestations organisées par des clubs nautiques, ou par des associations ou des collectivités territoriales ne pourront se dérouler qu'après autorisation préalable accordée par arrêté préfectoral, après avis du service chargé de la police de la navigation et des maires des communes riveraines concernées.

Article 18 :

Les baignades sont rigoureusement interdites sur l'ensemble du plan d'eau de Saint Nicolas de la Grave et ses annexes hydrauliques définis à l'article 1 ci-dessus, du fait de l'incompatibilité de la baignade et de la circulation d'embarcations motorisés.

Les plongées subaquatiques sont interdites sauf intervention liée au dépannage ou à la réparation de bateaux, d'une part, ou autorisation accordée par le Préfet pour des motifs d'intérêt général ou d'entretien des ouvrages d'autre part.

Sur le canal d'amenée et de fuite de la centrale hydroélectrique de Golfech ainsi que sur le plan d'eau de Saint Nicolas de la Grave, EDF Groupement Hydroélectrique peut pour des travaux de visite ou d'entretien des ouvrages autoriser les travaux subaquatiques.

Article 19 :

La matérialisation et le balisage de l'ensemble des dispositions et activités prévues dans le présent arrêté seront réalisées par les soins et aux frais des collectivités territoriales concernées, des associations, ou clubs sportifs et d'EDF, chacun en ce qui le concerne. Le plan de balisage sera soumis à l'accord préalable du service chargé de la police de la navigation. L'entretien du balisage incombera aux mêmes bénéficiaires.

Article 20 :

Tous les bateaux à propulsion mécanique devront satisfaire aux dispositions du décret du 27 août 1970 et de l'arrêté du 27 août 1970 fixant les conditions d'inscription et d'apposition de marques extérieures d'identité des bateaux et engins de plaisance à moteur circulant sur les eaux intérieures.

Les usagers qui pratiquent une activité motonautique sur le plan d'eau spécialisé défini à l'article 10 devront obligatoirement contracter une assurance.

Article 21 :

Les infractions au présent arrêté pourront être constatées par les commissaires et officiers de police, gendarmes, agents du service de la navigation de la direction départementale de l'Équipement de Tarn et Garonne.

Article 22 :

Le présent arrêté est affiché dans les mairies des communes riveraines concernées et dans les associations et clubs nautiques.

Au niveau des embarcadères et des lieux publics, les responsables des clubs, associations et les Maires procéderont à l'affichage des prescriptions essentielles, sous la forme d'une présentation synthétique descriptive et graphique.

Article 23 :

L'arrêté préfectoral n° 00-527 du 18 avril 2000 est abrogé.

Article 24 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Castelsarrasin, les maires des communes riveraines, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Tarn et Garonne, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

MONTAUBAN, le 25 octobre 2004

La Préfète ,
Signé Anne Marie CHARVET



**ARRÊTE PREFECTORAL
MODIFICATIF**
**portant règlement particulier de police de la navigation
et des sports nautiques sur le plan d'eau de Saint Nicolas de la Grave
situé sur les cours d'eau domaniaux la Garonne et le Tarn dans le
département de Tarn et Garonne**

===

A.P. n° 09-194

**La préfète de Tarn-et-Garonne
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

VU le Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure,

VU le Code du Domaine de l'Etat,

VU le Code de l'Environnement,

VU le décret du 27 juillet 1957 portant radiation de la Garonne de la nomenclature des Voies Navigables et flottables dans le département de Tarn-et-Garonne,

VU le décret du 28 décembre 1926 portant radiation du Tarn de la nomenclature des Voies Navigables et flottables dans le département de Tarn-et-Garonne,

VU le décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 modifié par le décret n° 77-330 du 28 mars 1977 portant règlement général de police de la navigation intérieure,

VU le décret du 20 février 1970 déclarant d'utilité publique et concédant à Electricité de France l'aménagement et l'exploitation de la chute de Golfech sur la Garonne et le Tarn,

VU l'arrêté interministériel de la jeunesse et des sports et de l'Équipement en date du 4 mai 1995 relatif à l'organisation de la pratique du canoës, du kayak, du raft et de la nage en eau vive,

VU l'arrêté du 1^{er} février 2000 relatif à l'équipement de sécurité des bateaux et des engins de plaisance ou de service circulant ou stationnant sur les voies de navigation intérieure,

VU la circulaire n° 75-123 du 18 août 1975, relative à l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives et touristiques sur les eaux intérieures,

VU le schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour-Garonne approuvé par arrêté n° 134/SGAR du 6 août 1996 du Préfet de la Région Midi-Pyrénées, coordonnateur du Bassin Adour-Garonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 88- 442 du 1^{er} avril 1988 relatif à la protection des biotopes poissons modifié par l'arrêté préfectoral n° 88-434 du 9 juin 1988,

VU l'arrêté préfectoral n° 04-1911 en date du 25 octobre 2004 portant règlement particulier de police de navigation sur le plan d'eau de Saint Nicolas de la Grave sur les cours d'eau de la Garonne et du Tarn,

VU la demande du président du ski nautique de Moissac sollicitant l'utilisation du secteur 3 du plan d'eau suite à l'accroissement de la fréquentation du plan d'eau,

VU la réunion de concertation avec les usagers en date du 19 novembre 2008,

VU la proposition du Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture de Tarn-et-Garonne chargé de la police de la navigation,

CONSIDERANT que le développement des loisirs et activités nautiques sur le plan d'eau de Saint Nicolas de la Grave nécessite de réglementer la navigation pour assurer la sécurité des pratiquants,

CONSIDERANT que l'augmentation de fréquentation en période estivale nécessite d'agrandir la zone de pratique de ski nautique,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'assurer la protection des zones naturelles remarquables sur l'ensemble du plan d'eau,

SUR proposition de Mme le Secrétaire Général de la Préfecture

A R R E T E

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral n° 04-1911 en date du 25 octobre 2004 portant règlement particulier de police de la navigation et des sports nautiques sur le plan d'eau de Saint Nicolas situé sur les cours d'eau domaniaux de la Garonne et du Tarn dans le département du Tarn-et-Garonne est modifié comme suit :

L'article 12 de est modifié comme suit :

12-4 - Le secteur n°3, s'étendant du pont de chemin de fer du Cacor aux rampes de la base du Génie, est affecté prioritairement aux activités nautiques suivantes :

- motonautisme et ski nautique, le dimanche après-midi, du 1^{er} mai au 31 octobre
- aviron, les mercredis après-midi, samedi après-midi et dimanche matin, du 1^{er} mai au 30 juin, et tous les jours, du 31 octobre au dernier jour du mois d'avril
- motonautisme et ski nautique, tous les jours, du 1^{er} juillet au 31 août.

Les autres clauses de l'article 12 restent inchangés.

Il est rajouté à l'article 10 :

La navigation au niveau du pont canal du Cacor sera régis comme suit :

1^{ère} arche en eau, rive droite : pas de navigation.

2^{ème} et 3^{ème} arche : utilisation pour le motonautisme et le ski nautique uniquement.

4^{ème} arche : tous les autres utilisateurs.

Il est rajouté à l'article 4 :

Pour la pratique de la pêche, les bannières autres que noyées sont interdites.

Aucun fil, câble ou autres ne doit traverser le cours d'eau au dessus du niveau d'eau.

Article 2 :

Les autres articles de l'arrêté restent inchangés.

Article 3 :

La matérialisation et le balisage de l'ensemble des dispositions et activités prévues dans le présent arrêté seront réalisées par les soins et aux frais des collectivités territoriales concernées, des associations, ou clubs sportifs et d'EDF, chacun en ce qui le concerne. Le plan de balisage sera soumis à l'accord préalable du service chargé de la police de la navigation. L'entretien du balisage incombera aux mêmes bénéficiaires.

Article 4 :

Les infractions au présent arrêté pourront être constatées par les commissaires et officiers de police, gendarmes, agents du service de la navigation de la direction départementale de l'Equipement de Tarn et Garonne.

Article 5 :

Le présent arrêté est affiché dans les mairies des communes riveraines concernées et dans les associations et clubs nautiques.

Au niveau des embarcadères et des lieux publics, les responsables des clubs, associations et les Maires procéderont à l'affichage des prescriptions essentielles, sous la forme d'une présentation synthétique descriptive et graphique.

Article 6 : Délais et voies de recours

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif (recours gracieux, recours hiérarchique) ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Castelsarrasin, les maires des communes riveraines, le Directeur Départemental de l'Equipement et de l'agriculture, le Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Tarn et Garonne, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

MONTAUBAN, le 02 mars 2009

La Préfète ,

Pour la préfète et par délégation
le Directeur Départemental
de l'Equipement et de l'Agriculture
Pour le DDEA

le chef du service Risques et
Ingénierie d'Appui au
Développement Durable

signé

Henri BOUYSES